

L'Adresse—M. Mulroney

société civilisée se soit jamais dotée. Que pouvons-nous faire avec un homme qui, ayant atteint la quarantaine, constate que, du jour au lendemain, ses services sont devenus inutiles à la société? Le laisserons-nous à jamais désœuvré? Non; nous devons lui permettre de se recycler. Car il représente pour nous un atout précieux. Il faut lui permettre de réintégrer les rangs de la main-d'œuvre active. Mais c'est seulement avec un important programme de recyclage de la main-d'œuvre que nous réclamons à cor et à cris et que je prie instamment le gouvernement de créer, que nous y réussirons.

L'autre jour, le premier ministre a encore répété que le fédéralisme coopératif n'existait plus. C'est uniquement dans son esprit qu'il n'existe plus. Un nouveau gouvernement fera naître le véritable esprit de fédéralisme qui a permis d'édifier notre nation et je peux garantir aux Canadiens que les provinces, les municipalités et le gouvernement fédéral collaboreront plus que jamais pour créer des emplois.

Le discours du trône contient aussi les mots «tolérance» et «civilité». Je félicite le premier ministre et ses collègues de leur choix de termes, mais je voudrais vous dire une chose, monsieur le Président. J'ai déjà expliqué bien des fois notre propre position et celle des autres partis à propos de l'assurance-maladie.

[Français]

Je l'ai dit et je l'ai répété à des douzaines d'occasions, je ne pense pas que personne ne soit en mesure de me faire un procès d'intention, car je n'en fais pas aux autres, et la déclaration qui a été directe et fort limpide est la suivante:

• (1250)

[Traduction]

«Le parti conservateur considère l'assurance-maladie comme quelque chose de sacré que nous devons préserver pour toujours».

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Permettez-moi d'expliquer ce qui s'est passé. Ce n'est pas l'assurance-maladie qui était menacé ces six derniers mois, c'était le fédéralisme. Je m'explique.

Pendant six mois, madame le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) s'est promenade dans tout le Canada en avion Challenger pour exposer l'une des pires situations truquées dont j'ai hélas! été témoin jusqu'ici, prétendant que l'assurance-maladie disparaîtrait si les méchants premiers ministres provinciaux essayaient d'imposer le ticket modérateur. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, qui est l'un des Canadiens les plus réfléchis, raisonnables et compétents qui soient, songeait simplement à le faire parce que sa province était en très mauvaise posture financière. J'ai demandé à madame le ministre pourquoi elle était toujours en train d'insulter, de harceler et d'invectiver les gens. Pourquoi ne pas dire d'où vient le problème? D'abord, le gouvernement fédéral a décidé que sa quote-part serait calculée en fonction du PNB, ensuite, il a empêché le PNB de croître en causant la récession et son appui financier a donc diminué. Pourquoi le ministre ne dit-il pas: «Un problème se pose. Ce n'est pas votre faute, ni peut-être, la nôtre. Collaborons dans un esprit bien canadien. Le problème est dû à un financement insuffisant, tâchons de le résoudre».

Six mois se sont écoulés. Nous avons assisté à une série d'invectives contre tous les gouvernements et tout ce qui bouge dans le pays. Puis, vendredi, lors d'un dîner-bénéfice organisé par le parti libéral à Vancouver, le ministre des Finances (M. Lalonde) a dit que les crédits alloués à l'assurance-maladie allaient augmenter. Il en a toujours été ainsi et c'est là qu'est le problème. C'est le gouvernement fédéral qui n'a pas respecté le montant de la quote-part qu'il versait aux provinces à ce titre.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Je ne cherche ni à dénigrer ni à attaquer qui que ce soit. A mon sens, c'est une façon de faire inconvenante dont j'ai été témoin durant tout l'été. J'en ai entendu parler dans ma circonscription. Je l'ai vu à la télévision. J'ai vu notamment le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social descendre d'un Challenger, dans l'Ouest, dans le but de prendre la parole à une réunion qui avait été organisée et financée par son ministère. On a monté cette affaire de toutes pièces pour protester contre cet état de choses alors que depuis toujours, le problème est d'ordre financier. Un véritable fédéralisme coopératif exige un certain esprit de générosité. Certaines choses doivent passer avant la politique.

[Français]

... il existe certaines choses au Canada qui doivent être à l'abri de toute attaque partisane...

[Traduction]

... le régime d'assurance-maladie est de celles-là.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Nous ne pouvons réaliser de progrès industriel sans nous engager à civiliser les relations de travail chez nous. Ce n'est pas au bureau du premier ministre que vous entendrez parler d'un programme comme celui-là. C'est de la bouche de ceux qui ont œuvré dans ce domaine et qui comprennent les difficultés des gens réels, en chair et en os, qui ont trouvé remède à ces difficultés et qui ont l'expérience vécue au lieu de l'apprendre par le truchement de gouvernements qui ont mis en application unilatéralement des mesures législatives visant à rendre inopérantes après coup des conventions collectives qu'ils avaient eux-mêmes négociées. Voilà une autre façon de faire perdre confiance aux gens. Les travailleurs, qu'ils soient ou non constitués en syndicats, sont la clé de toute stratégie industrielle chez nous. Voici qu'après une quinzaine d'année, le gouvernement les invite à collaborer. Je m'en réjouis. L'heure est tardive et le défi est encore plus grand. Ces relations de travail civilisées dont j'ai parlé figurent dans notre programme. Voilà quelques idées que le gouvernement devrait envisager. Je les tiens pour primordiales.

[Français]

Des politiques de «broches à foin» et des politiques de cataplasmes où une affaire, ici, un jour, et demain, c'est un Père Noël, et le lendemain, le sénateur Hébert a proposé un ministère de la Jeunesse... Va-t-on accepter cela? Le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) l'avait suggéré au mois d'août! C'est là une autre idée qui a été volée à ce côté-ci de la Chambre. Mais ce n'est pas ainsi que l'on procède. On procède en faisant affaires, en reconnaissant qu'il existe des problèmes, comme les économistes le disent...

[Traduction]

Il y a de profondes lacunes dans la structure de l'économie. D'abord au niveau de la productivité. Puis au niveau de la